

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 849^e
SÉANCE

Jeudi 22 novembre 1962,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Points 33 et 94 de l'ordre du jour:	
Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (suite)	345
Programme économique de désarmement (suite)	
Organisation des travaux de la Commission . . .	346
Point 37 de l'ordre du jour:	
Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)	
Examen du projet de résolution commun (fin)	346

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199; A/5203, chap. II; A/C.2/L.647 et Add.1, E/3593/Rev.1, E/3593/Add.1 à 5) [suite]

Programme économique de désarmement (A/C.2/L.646) [suite]

1. M. ALMEIDA (Brésil) estime que le problème du désarmement a eu, à l'origine, un caractère essentiellement politique et qu'il n'a revêtu un caractère économique et social qu'à un stade ultérieur. Un être doué d'intelligence qui viendrait de l'espace extra-atmosphérique sur le globe terrestre serait choqué de trouver les Nations Unies occupées à étudier les conséquences économiques de la réduction théorique d'un stock d'armes meurtrières. Il serait également stupéfait de constater que, jusqu'à présent, les Nations Unies ont consacré la majeure partie de leurs efforts dans le domaine économique aux pays développés, alors que les pays sous-développés sont obligés de s'en remettre à l'assistance technique et apprennent qu'en ce qui les concerne les apports de capitaux dépendent du désarmement. Ainsi donc, les Nations Unies ont été impuissantes aussi bien à réduire l'écart entre les niveaux de vie dans les pays développés et les pays sous-développés, écart qui ne cesse de s'élargir, qu'à empêcher la constitution de stocks d'armements, au nom de la "sécurité" à la cadence de quelque 120 milliards de dollars par an.

2. La course aux armements est essentiellement motivée par la peur: les pays socialistes ont peur des pays capitalistes parce qu'ils supposent automatiquement que ces derniers sont, par définition, en proie à des alternances de surproduction et de crise contre lesquelles les Etats intéressés essaient de lutter en augmentant leur production d'armements, créant ainsi un cercle vicieux qui ne peut qu'aboutir à la guerre. Les pays socialistes réagissent en consacrant une forte proportion de leur production nationale à la fabrication d'armes "défensives" qui sont nécessairement offensives en raison des techniques militaires modernes. Ce qui aggrave la situation, c'est que, dans le monde capitaliste, le plein emploi semble ne pouvoir être réalisé qu'au cours de périodes d'insécurité politique. On a donc tendance à favoriser une interprétation alarmiste des intentions d'un adversaire éventuel et l'on voit se former des groupes d'intérêts dont la prospérité dépend d'une politique de sécurité par les armements.

3. Heureusement, l'étude du Groupe consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3953/Rev.1) réfute enfin la thèse selon laquelle la demande doit inévitablement fléchir dans le monde capitaliste, thèse qui est à l'origine des craintes des pays socialistes. Si ces derniers se montraient plus disposés à négocier, le prétexte invoqué par les pays capitalistes pour justifier la course aux armements disparaîtrait également. On devrait encourager cette tendance en créant des groupes d'intérêts dépendant du désarmement et de la paix. L'étude souligne les avantages du désarmement et explique comment l'on pourrait réduire l'importance des problèmes de transition. Cependant, la délégation brésilienne estime que les experts auraient dû fixer des objectifs minimums pour ce qui est de l'utilisation, dans les pays sous-développés, des ressources ainsi libérées, en s'inspirant peut-être des objectifs établis dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement qui visent à porter les investissements à un niveau permettant d'augmenter le revenu réel de 5 p. 100 par an au minimum. Selon des évaluations faites au Brésil, le transfert net de capitaux à un groupe de pays ayant une population de 1 milliard 600 millions d'habitants s'élèverait, au début, à environ 46 milliards de dollars par an, soit moins du tiers des dépenses d'armements actuelles dans le monde entier.

4. Le matériel lourd d'équipement occupe une large place dans les besoins des pays sous-développés en matière d'investissements; c'est précisément ce matériel qui se rapproche le plus du matériel militaire classique qui absorbe toujours une partie importante des ressources consacrées à la défense nationale. Il s'ensuit que l'assistance aux pays sous-développés aurait pour effet de faciliter considérablement la re-conversion des industries d'armements.

5. On aurait également dû insister sur la nécessité, pour les pays développés et sous-développés, de coopérer étroitement en vue d'éviter les conséquences désastreuses qu'aurait le désarmement sur la vente de certains produits "stratégiques", en mettant au point des accords compensatoires, en éliminant le contingentement des importations, en évitant le dumping et en encourageant l'utilisation des stocks stratégiques et du matériel de guerre dans les industries civiles.

6. Le meilleur moyen, pour l'Organisation des Nations Unies, de favoriser le désarmement serait d'adopter les conclusions de l'étude et de suggérer de nouvelles mesures dans le sens qui y est indiqué. Il est évident que tant le projet de résolution de l'Union soviétique (A/C.2/L.646) que le projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1) visent cet objectif; ces deux projets renferment un grand nombre d'éléments intéressants bien qu'il soit possible d'en améliorer le contenu. Le représentant du Brésil reconnaît que les deux textes ne s'excluent pas, mais au contraire se complètent dans une large mesure.

7. La délégation brésilienne est disposée à appuyer le projet de résolution des huit puissances, ainsi que l'amendement présenté par la Nigéria et le Pakistan (A/C.2/L.680). Elle accueille avec une satisfaction toute particulière le paragraphe 5 du dispositif. Au sujet du projet de résolution soviétique, M. Almeida fait observer que la préparation d'un programme d'assistance en consultation avec les pays sous-développés obligerait ces derniers à faire un effort considérable, car il est manifeste qu'ils n'ont pas l'expérience des techniques appropriées. Entreprendre des études de ce genre à un stade où le désarmement n'est pas encore assuré pourrait, par conséquent, entraîner un mauvais usage des ressources de ces pays. Cependant, la délégation brésilienne appuiera également le document A/C.2/L.646 car elle pense qu'il serait utile de procéder à un examen préliminaire de la question.

Organisation des travaux de la Commission

8. M. FARHADI (Afghanistan) observe que, si la Commission continue à travailler au rythme actuel, elle n'aura pas terminé à la fin de la session l'examen des questions inscrites à son ordre du jour. Il attire l'attention des membres de la Commission sur l'alinéa b du paragraphe 4 de la note du Président en date du 7 novembre (A/C.2/L.667), concernant la longueur des interventions, et propose formellement, en invoquant l'article 115 du règlement intérieur, de fixer à 10 minutes la durée maximum de toutes les déclarations, exception faite de celles qui ont pour objet de présenter des projets de résolution ou des amendements importants. Il serait même préférable que les représentants limitent la durée de leurs interventions à cinq minutes.

9. M. EL BANNA (République arabe unie) appuie la proposition du représentant de l'Afghanistan. Bien que les délégations à l'Assemblée générale aient droit à la liberté de parole, elles ont également l'obligation de terminer les travaux de la session dans les délais impartis.

10. Selon M. CARANICAS (Grèce), les délégations pourraient également avoir avantage à limiter le nombre de leurs interventions sur une question par-

ticulière. La délégation de la Grèce appuie la proposition de l'Afghanistan.

11. M. WODAJO (Ethiopie) est opposé à ce qu'un vote formel ait lieu au sujet de l'application de l'article 115; il suffirait que les délégations limitent volontairement la durée de leurs interventions.

12. M. ALMEIDA (Brésil) partage l'opinion du représentant de l'Afghanistan, mais pense que l'on pourrait consacrer un peu plus de temps à la présentation des projets de résolution ou des amendements y relatifs.

13. M. LUQMAN (Mauritanie) est du même avis que le représentant de l'Ethiopie, mais accepterait toute décision du Président sur la question.

14. M. AMADOR (Mexique) fait savoir que sa délégation est disposée à se conformer à une décision du Président, mais qu'elle devrait s'abstenir, pour des raisons de principe, si la proposition de l'Afghanistan était mise aux voix.

15. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) dit que la position de sa délégation est la même que celle de la délégation mexicaine. A son avis, on devrait permettre une certaine souplesse lors de la présentation de textes importants.

16. M. VIAUD (France) appuie la proposition du représentant de l'Afghanistan et espère qu'une décision formelle sera prise sur la recommandation du Président.

17. Le PRÉSIDENT propose que, en poursuivant l'examen des projets de résolution dont la Commission est déjà saisie, les délégations acceptent de réduire le plus possible la durée de leurs déclarations qui sera, de toute manière, de 10 minutes au maximum, étant entendu cependant qu'elles disposeront, le cas échéant, de plus de temps pour présenter de nouveaux projets de résolution ou des amendements.

Il en est ainsi décidé.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, A/C.2/L.652/Rev.1, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN (A/C.2/L.652/REV.1) [fin]

18. M. WOULBROUN (Belgique) rappelle que son pays a pris une part active à la récente Conférence des Nations Unies sur le café et a été l'un des premiers à signer l'Accord international de 1962 sur le café. La délégation belge appuiera donc le projet de résolution (A/C.2/L.652/Rev.1). La large représentation des pays producteurs et des pays importateurs de café à la Conférence comme la liste déjà longue des signataires de l'Accord augurent bien des futures mesures relatives aux produits primaires. La constitution de l'Organisation internationale du café, prévue dans l'Accord, marque un progrès important. Il faut espérer que l'application de l'Accord fera beaucoup pour améliorer la situation des pays exportateurs de café.

19. M. ANJARIA (Inde) indique que sa délégation votera en faveur du projet de résolution. Cela ne veut pas dire qu'elle approuve à tous égards l'Accord

international sur le café; le représentant de la Colombie a d'ailleurs précisé que le projet de résolution n'avait pas cette portée. Les réserves exprimées lors de la Conférence par la délégation de l'Inde restent valables. Elle appuie le projet de résolution, considéré comme un moyen de résoudre le difficile problème de concilier des intérêts opposés, vu la nécessité de stabiliser les revenus des pays producteurs.

20. M. SHAILES (Nouvelle-Zélande) dit que, bien que son pays ne participe guère au commerce du café, il a suivi avec intérêt les débats de la Conférence et envisage de signer l'Accord. Grande exportatrice de produits agricoles des régions tempérées, la Nouvelle-Zélande a d'autres problèmes que ceux des pays exportateurs de café. Toutefois, comme d'autres représentants, M. Shailes croit possible que l'Accord international sur le café présage des accords analogues sur d'autres produits. Sa délégation votera pour le projet de résolution.

21. M. WODAJO (Ethiopie) dit que son gouvernement a depuis longtemps senti le besoin de normaliser l'offre et la demande de café pour corriger le déséquilibre existant. A la fin de la seconde guerre mondiale, l'offre et la demande s'équilibraient plus ou moins, la faiblesse de la production étant compensée grâce aux réserves accumulées; mais l'épuisement de ces stocks en 1949 a entraîné une hausse des prix qui a déclenché un accroissement de la production. Celle-ci a alors dépassé la consommation, de sorte que les stocks accumulés en 1953 s'élevaient à 130 millions de sacs, soit deux fois et demie la demande estimée. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le café, le marché mondial subissait une crise aiguë.

22. Bien qu'il approuve les objectifs et principes énoncés dans l'Accord, le Gouvernement éthiopien n'a néanmoins pas cru devoir le signer, les estimations initiales de la production éthiopienne étant des plus inexactes. C'est dans cet esprit que la délégation de l'Ethiopie appuie le projet de résolution.

23. La longueur des négociations portant sur l'Accord a montré la difficulté qu'il y a à résoudre le problème de la stabilisation des cours produit par produit. Il n'est pas équitable d'adopter une méthode purement mathématique, fondée sur l'établissement de contingents, qui soulève la question du choix des critères qui servent à les fixer. Les intérêts des nations en voie de développement ne sont pas parfaitement identiques: certaines sont presque entièrement tributaires de la production de quelques marchandises; d'autres ont une économie plus diversifiée; d'autres encore peuvent être tard venues dans des branches où leur potentiel de production est énorme. On ne saurait donc prendre la production ou les exportations pour seuls étalons; il faut adopter un point de vue plus large, tenant dûment compte de facteurs comme la proportionnalité, les niveaux de production existants, les investissements effectués, les efforts réalisés pour réduire les exportations et la place du café dans l'économie nationale. Il n'y a donc pas lieu d'être très optimiste: le seul moyen de parvenir à une solution équitable serait de charger une organisation internationale du commerce de s'occuper de toute la gamme des produits primaires. La délégation éthiopienne est de celles qui appuient la proposition visant à étudier la création d'une telle organisation.

24. M. HAKIM (Liban), dont le pays a participé à la Conférence et approuvé les objectifs généraux de l'Accord, appuiera en conséquence le projet de résolution. Le café se distingue de tous les autres produits primaires en ce sens que les pays producteurs et exportateurs sont tous les moins développés du monde, tandis que les pays consommateurs et importateurs sont fortement développés. A ceux-ci incombe donc un devoir particulier de se joindre à ceux-là dans un effort pour assurer un marché et des cours plus stables. Avec l'Accord international de 1962 sur le café, le fardeau principal est supporté par les pays exportateurs, soumis à contingents. Il faut espérer que les pays importateurs trouveront le moyen d'apporter un concours plus étendu aux mesures de stabilisation par l'assouplissement des mesures de contrôle à l'importation et une réduction des impôts sur la consommation. Au Liban, cet impôt est faible et les importations sont libres. Les travaux de la Conférence constituent un progrès utile et la délégation libanaise espère que les pays seront aussi nombreux que possible à participer à l'Accord.

25. M. MINAI (Iran) dit que son pays, sans produire de café, ni en consommer beaucoup, apprécie l'intérêt qu'il y a à en améliorer le marché à l'avantage des pays producteurs peu développés. La délégation iranienne appuie le projet de résolution.

26. M. VEJJAJIVA (Thaïlande) dit que sa délégation est prête à voter pour le projet de résolution, étant entendu que son adoption n'engage nullement les participants à la récente Conférence à accepter tous les points de l'Accord. La Thaïlande a participé à la Conférence et se félicite de l'effort fait sous les auspices des Nations Unies pour normaliser le marché international de cet important produit primaire. Elle espère que des accords analogues sur d'autres produits, comme le coprah ou le caoutchouc, pourront être conclus dans un proche avenir.

27. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique que son pays a participé à la Conférence par désir de contribuer à la stabilisation du marché international du café et d'aider à renverser la tendance au déclin des cours, cause de tant de difficultés pour les pays en voie de développement. La conclusion de l'Accord a constitué un événement de grande importance économique internationale, en raison du rôle joué par le café dans l'économie de maints pays peu développés. Les travaux de la Conférence n'ont pas toujours été faciles; on a beaucoup et justement critiqué les restrictions aux importations et autres mesures discriminatoires appliquées par des pays fortement développés importateurs de café, notamment les Etats-Unis d'Amérique et les membres de la Communauté économique européenne. Néanmoins, la délégation de l'Union soviétique a approuvé l'Accord en tant qu'effort constructif pour la solution des problèmes posés par le commerce international des produits de base.

28. Bien qu'utiles, les accords par produit ne sont pas le seul moyen possible d'améliorer ce commerce et le Gouvernement de l'URSS croit que la création d'une organisation internationale du commerce contribuerait beaucoup à améliorer la situation. Tout en acceptant l'ensemble de l'Accord, la délégation de l'Union soviétique conteste certaines de ses dispositions, notamment celle figurant au paragraphe 3 de l'article 47, et selon laquelle les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat peuvent entraver l'augmentation de la

consommation du café. Elle s'élève également contre l'exclusion de la République démocratique allemande et de la Bulgarie de la Conférence, pour des motifs qu'elle considère comme purement politiques. La délégation de l'Union soviétique votera néanmoins pour le projet de résolution.

29. M. SERAFIMOV (Bulgarie) regrette que son pays ne puisse voter en faveur du projet de résolution, qui tend à approuver un accord international dont la Bulgarie et la République démocratique allemande ont été injustement exclues. Ce vote négatif ne doit toutefois pas être interprété comme une opposition aux efforts de stabilisation des cours des produits primaires.

30. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation juge le projet de résolution acceptable dans l'ensemble, l'Accord qui a été conclu récemment marquant, à son avis, une étape importante dans les efforts déployés sur le plan international pour résoudre un problème d'une grande complexité. La dégradation de la situation du marché du café inspire de vives inquiétudes à tous les pays producteurs de café et le fléchissement de la demande et des prix a créé une situation extrêmement dangereuse pour les pays d'Amérique latine, en particulier, où le taux quasi stationnaire de croissance économique s'accompagne d'une augmentation très rapide de la population.

31. Les difficultés actuelles du commerce du café ne constituent que l'un des aspects du vaste problème du développement économique auquel doivent faire face les pays peu développés. Les recettes d'exportation d'un grand nombre de ces pays sont extrêmement vulnérables du fait qu'elles dépendent habituellement de quelques produits alimentaires, matières premières ou produits minéraux, et que les marchés de ces produits subissent d'importantes fluctuations dues souvent à des mesures prises par les pays importateurs. Les économies de ces pays manquent de souplesse et ne peuvent amortir facilement les chocs ni s'adapter à des situations nouvelles. De plus, les pays peu développés manquent généralement des administrateurs, fonctionnaires et experts financiers qualifiés dont ils ont besoin pour formuler et appliquer une politique efficace qui les aide à surmonter leurs difficultés économiques. Le commerce des textiles de coton est une source d'emploi, ce qui constitue un important facteur pour les pays peu développés, et l'accord sur les textiles de coton représente une première étape vers la stabilisation de ce commerce.

32. Il importe d'étudier non seulement la possibilité pour les pays en voie de développement d'accéder à des marchés leur permettant d'écouler leurs exportations, mais également le problème des tarifs douaniers. Le principe de la réciprocité qui préside aux relations commerciales entre les pays développés ne devrait pas être appliqué au commerce entre les pays développés et les pays en voie de développement. Il faut également tenir compte à cet égard des efforts des pays développés pour venir en aide aux industries d'exportation des pays peu développés, en accroissant de ce fait la production de ces pays et en améliorant leurs méthodes de commercialisation.

33. Trois facteurs dominants du commerce international militent en faveur de la conclusion d'accords sur les produits de base: le fléchissement récent des prix, qui risque de s'accroître, les répercussions des accords par produit sur l'assistance extérieure, et l'existence du Marché commun européen. Le Marché

commun et le marché des Etats-Unis représentent de fortes concentrations de pouvoir d'achat. Bien que ces concentrations suscitent les appréhensions des pays producteurs de produits primaires, elles représentent de la part des pays développés un désir sincère d'améliorer la situation commerciale et elles pourraient contribuer à favoriser le développement des pays de production primaire. Les accords par produit risquent de créer des cours artificiels, d'encourager, en fin de compte, la production de produits primaires aux dépens de la diversification du développement, et de favoriser le développement de produits synthétiques ou de remplacement. Ces accords, quand ils sont nécessaires, devraient comporter le minimum de mesures de contrôle direct et permettre aux tendances commerciales indirectes d'exercer leur influence au maximum. On devrait mettre au point des méthodes pour limiter les excès du marché et faire servir plus directement le commerce à l'effort de développement sans en abandonner les avantages éprouvés.

34. La délégation grecque approuve le nouveau sous-titre du projet de résolution, mais estime que, dans le titre, on devrait remplacer les mots "mesures internationales", qui laissent supposer une action collective, par les mots "accords internationaux", puisque tous les pays n'ont pas participé à la conclusion de l'Accord international de 1962 sur le café.

35. M. KANYIKE (Ouganda) dit que son pays, qui est l'un des principaux pays producteurs de café en Afrique, appuiera le projet de résolution, étant entendu que cet appui ne l'engage nullement à appliquer toutes les dispositions de l'Accord.

36. M. GNAMBAULT (Gabon) apporte l'appui de sa délégation au projet de résolution.

37. M. MALHOTRA (Népal) dit que, tout en n'étant ni producteur ni gros consommateur de café, son pays se rend parfaitement compte que les problèmes internationaux du café sont le reflet des problèmes qui se posent pour d'autres produits de base. M. Malhotra votera pour le projet de résolution et pense que la suggestion faite par le représentant de la Grèce en ce qui concerne le titre mérite d'être prise en considération.

38. Le PRESIDENT fait observer que le titre du projet de résolution est celui d'un point de l'ordre du jour de la dix-septième session de l'Assemblée générale et qu'il ne peut donc être modifié.

39. M. MALHOTRA (Népal) remercie le Président de son explication et déclare qu'elle le satisfait.

40. M. MONTENEGRO (Nicaragua) dit que sa délégation s'intéresse au plus haut point à la stabilisation des cours du café, car l'économie de son pays repose sur l'exportation de ce produit. Elle votera en faveur du projet de résolution.

41. M. CARRILLO (Salvador) est heureux de voir que de nombreuses délégations ont indiqué leur appui de l'Accord et prie instamment les membres de la Commission de voter pour le projet de résolution.

42. M. ISMAIL (Fédération de Malaisie) dit que sa délégation accueille avec satisfaction les efforts récemment déployés pour résoudre les problèmes internationaux du café et espère que l'Accord ouvrira prochainement la voie à d'autres accords portant sur d'autres produits, comme le caoutchouc. Il votera pour le projet de résolution.

Par 82 voix contre une, avec 4 abstentions, le projet de résolution (A/C.2/L.652/Rev.1) est adopté.

43. M. APPIAH (Ghana) dit que son gouvernement était représenté à la Conférence mais qu'il ne lui a pas encore été possible de signer l'Accord, bien qu'il puisse encore le faire. Il constate que les paragraphes 2 et 3 du dispositif du projet de résolution font mention de l'Accord et souligne que le vote affirmatif de sa délégation n'exclut pas la possibilité pour son gouvernement de n'être pas en mesure de signer cet accord.

44. M. NARANJO (Equateur) dit que le monde contemporain est un monde complexe, caractérisé par une diversité de structures économiques et des niveaux différents de développement. Il décrit quelques-unes des difficultés économiques éprouvées par les pays en voie de développement en ce qui concerne notamment leur balance des paiements, leur faculté d'importation, le besoin d'investissements et le déséquilibre entre l'offre et la demande. Eu égard à ces difficultés, sa délégation a approuvé l'idée qui est à la base du projet de résolution mais elle a été contrainte de s'abstenir lors du vote, car elle ne peut accepter certaines de ses dispositions. L'Equateur a participé à la Conférence, mais il n'a pas signé l'Accord car il estime que les contingents qui ont été fixés ne sont pas équitables et ne tiennent pas compte de la situation mondiale. La délégation de l'Equateur espère que cette situation sera redressée dans l'avenir.

45. M. SMID (Tchécoslovaquie) dit que son gouvernement continue d'étudier la question de savoir s'il doit ou non signer l'Accord, car il fait des réserves sur certains articles, et notamment ceux qui ont trait aux monopoles commerciaux des gouvernements. Sa délégation a toutefois voté en faveur du projet de résolution parce qu'un vote affirmatif ne l'engage aucunement à signer l'Accord et ne préjuge pas

l'attitude du Gouvernement tchécoslovaque et parce que le texte ne contient aucune disposition qui approuve explicitement l'Accord. La politique du Gouvernement tchécoslovaque vise à appuyer toutes les mesures destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base.

46. M. MALECELA (Tanganyika) dit que les résultats de la Conférence ne sont pas encourageants en ce qui concerne son pays. Le faible contingent fixé pour le Tanganyika ne couvre même pas la production actuelle de café, à plus forte raison tout accroissement futur. La délégation du Tanganyika a voté pour le projet de résolution, mais ce pays ne s'estime pas lié par toutes les dispositions de l'Accord.

47. M. HAJOUI (Maroc) dit que son pays accueille avec satisfaction l'Accord, qui contribuera à la stabilisation des cours du café et aura des répercussions favorables sur la balance commerciale des pays dont le revenu dépend des exportations de ce produit. Il espère que l'esprit qui a présidé à la Conférence présidera à des conférences futures sur d'autres produits.

48. M. KANO (Nigéria) dit qu'il a voté pour le projet de résolution, non que sa délégation en accepte toutes les dispositions, mais parce que la Nigéria attache beaucoup d'intérêt au problème plus vaste des mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base. Sa délégation a donc décidé de donner son appui moral au projet de résolution.

49. M. MBAYE (Guinée) se déclare satisfait des travaux de la Conférence, dont les résultats ont été fructueux. Sa délégation a voté pour le projet de résolution, qui marque un progrès vers la stabilisation des prix des produits de base.

La séance est levée à 12 h 45.